l'honorable député veut savoir si la commission conjointe des ingénieurs du Saint-Laurent sera chargée de faire enquête sur la situation.

Permettez-moi de dire que cette Commission conjointe d'ingénieurs ne pourrait, évidemment, intervenir que s'il y avait diminution des eaux qui se déversent dans les lacs Saint-François et Saint-Louis, par suite des travaux d'aménagement de la section des rapides internationaux. Je dispose maintenant du rapport mensuel de novembre 1957 présenté par la commission de contrôle canado-américaine du Saint-Laurent à la commission internationale conjointe. Ce rapport indique que le débit mensuel moyen à la section des rapides internationaux s'élève à 218,000 pieds cubes par seconde et, en outre, que ce débit est identique à celui auquel on pouvait s'attendre avant la réalisation des ouvrages. Par conséquent, on me dit que les travaux de construction dans le secteur des rapides internationaux ne diminuent pas du tout les niveaux de l'eau dans le lac Saint-Louis.

LA RIVIÈRE OUTAOUAIS—INTERPELLATION AU
SUJET DE LA MODIFICATION DU CODE
CRIMINEL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. M. Campbell (The Battlefords): J'aimerais poser une question au premier ministre. Maintenant qu'il a écouté l'exposé du secrétaire d'État aux Affaires extérieures au sujet de la pollution du fleuve Saint-Laurent, et comme il a lui-même vu les tuyaux d'égout de la ville d'Ottawa déverser dans la rivière Outaouais des matières non traitées, entend-il soumettre une modification au Code criminel qui rendrait délictueuse la pollution des eaux interprovinciales?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, on s'est déjà assez plaint de la longueur de la session et de la quantité de mesures législatives dont il reste à saisir le Parlement. A mon avis, la généralité des honorables représentants seront satisfaits si, au cours de la présente session, nous étudions les sujets dont on a donné préavis. A une session subséquente, la question en cause méritera certainement un examen.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'INDONÉSIE—DÉCLARATION SUR UNE DEMANDE
D'OBSERVATIONS TOUCHANT UNE PRÉSUMÉE
MENACE À LA PAIX

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Sidney E. Smith (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je désire répondre à une question qui m'a été

[L'hon. M. Smith.]

adressée et qu'a acceptée le leader de la Chambre le 7 décembre. La question qui émanait du député d'Algoma-Est (M. Pearson) se lit partiellement ainsi qu'il suit:

...si le gouvernement songera à faire des observations au gouvernement indonésien, peut-être par les voies diplomatiques, au sujet... des mesures prises en Indonésie contre les ressortissants et les entreprises commerciales des Pays-Bas.

En réponse, monsieur l'Orateur, puis-je déclarer bien catégoriquement que le gouvernement canadien s'inquiète fort des mesures censément prises en Indonésie et qui, si l'on n'y met pas frein, pourraient troubler la paix et la stabilité de la région. Nous sommes préoccupés par le côté humanitaire de ces difficultés et par les malheureuses conséquences qui peuvent toucher tous les intéressés. Nous espérons vivement que les conseils de modération seront entendus et que le gouvernement indonésien saura refréner les éléments extrémistes qui semblent s'être rendus responsables des pires excès et sur lesquels le gouvernement indonésien semble avoir perdu son autorité.

Le Conseil de l'OTAN est saisi de la question et, pour ma part, j'ai exprimé nos inquiétudes au gouvernement indonésien par l'intermédiaire de son ambassadeur au Canada. La Chambre peut être certaine que nous ferons tout ce que nous pouvons pour inviter l'Indonésie à prendre des mesures modérées dans cette malheureuse affaire.

L'hon. Paul Martin (Essex-Est): Puis-je poser une autre question? Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il dire si, étant donné ce qui vient de se passer en Indonésie, il a envisagé de nommer au plus tôt un ambassadeur pour remplacer celui qui vient de résigner ses fonctions à Jakarta?

L'hon. M. Smith: Cette question est à l'étude, et nous aurons un ambassadeur là-bas dès que ce sera possible.

QUESTION AU SUJET DE L'APPLICATION AUX
RÉFUGIÉS D'UNE MESURE LÉGISLATIVE
AUX "VICTIMES"

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Haidasz (Trinity): Monsieur l'Orateur, le premier ministre nous dirait-il si son gouvernement a songé à adopter une mesure législative qui viendrait en aide aux victimes de la persécution nazie en Roumanie, en Hongrie, en Pologne et dans d'autres pays qui ont eu leurs avoirs canadiens confisqués durant la seconde Grande Guerre, en appliquant ce qu'on appelle "la politique des victimes" aux Roumains, Hongrois, Polonais et autres qui se sont échappés de ces pays et qui, se trouvant actuellement dans des pays libres, ont grandement besoin d'aide financière?